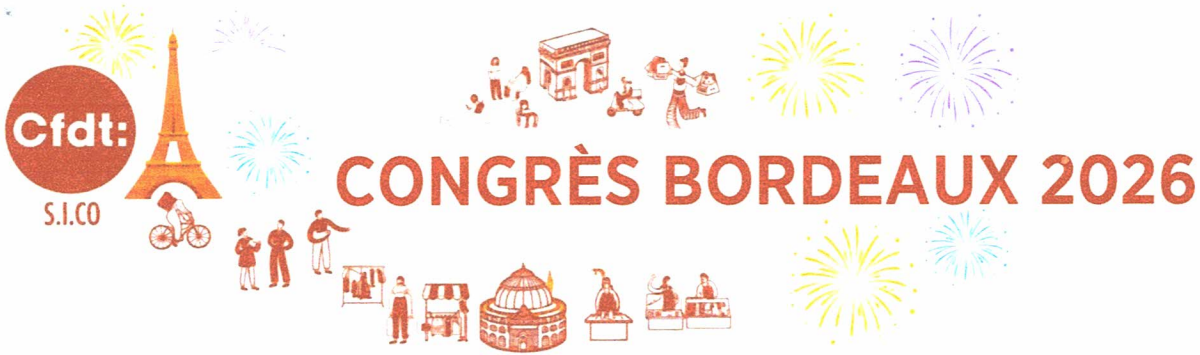




## PRISE DE PAROLE DU S.I.CO-CFDT CONFÉDÉRATION 2026

Bonjour chers camarades,

Pour le S.I.CO être réformiste, ce n'est pas seulement valider. C'est dire ce qui fonctionne, dire ce qui manque, et dire ce qui doit changer pour les salariés que nous représentons.

Le SICO, c'est plus de 5 500 adhérents du commerce. Dix ans à grandir avec l'intégration récente de la branche HACUITEX, à se structurer, et à trouver sa place dans la CFTD.

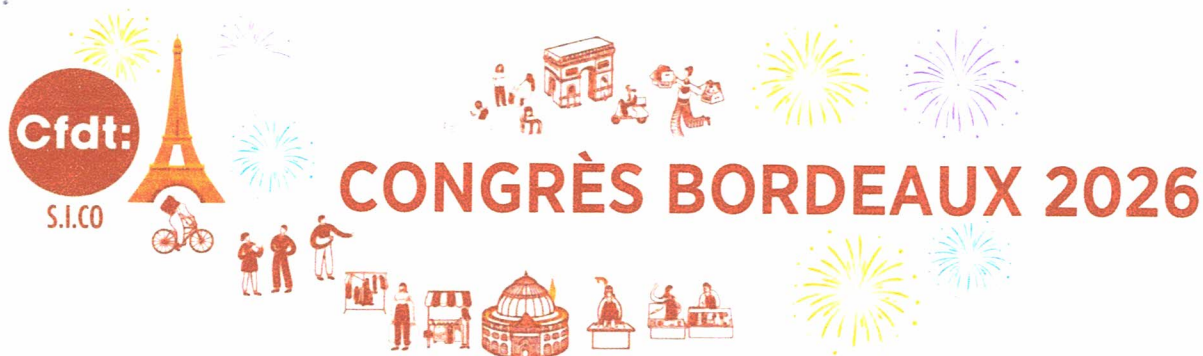
Dans le RA nous avons d'abord retrouvé la réforme des retraites. Dans le commerce, nous l'avons vécue dans notre chair, avec celles et ceux qui portent, encaissent, mettent en rayon, préparent les commandes, travaillent tôt, tard, le samedi, et trop souvent le dimanche. À 50 ans, beaucoup ont déjà le corps abîmé. Quand la CFTD a dit non aux 64 ans, elle a porté notre dignité.

Mais avant les retraites, il y a eu la pandémie.

Pendant qu'une pandémie mortelle frappait le pays, les salariés du commerce ont été patriotes. Elles et ils ont tenu les caisses, rempli les rayons, préparé les commandes, livré, conseillé, sécurisé. Ont permis à la population de se nourrir. Ont été essentiels pour vous. Essentiels pour la Nation.

Et pourtant, quand il a fallu nous reconnaître, nous payer, valoriser nos parcours, on nous a regardé comme des charges. Nous, les salariés du Commerce, ne demandons pas la charité, mais le droit de vivre dignement de notre travail. Et en cela le rapport fait écho, en pointant les salaires trop bas, les grilles qui collent au Smic, les primes qui remplacent les augmentations générales, pendant que les dividendes sortent et que l'État, via la RGDU, subventionne des salaires au Smic.

Dans le commerce, le Smic n'est plus un salaire d'entrée mais un salaire de carrière. C'est pourquoi, selon nous la résolution revendicative va dans le bon sens sur les rémunérations, les classifications, la transparence salariale, la reconnaissance de la polyvalence et la lutte contre la précarité.



Mais qu'est-ce que cela changera, si la polyvalence reste une évidence quand elle arrange l'employeur, et une compétence inexistante quand il faut la payer ?

Un salarié qui tient une caisse, renseigne un client, gère un stock, prépare un drive ou forme un collègue n'est pas simplement polyvalent. Il produit de la richesse. Il doit être reconnu et rémunéré comme tel. C'est pour cela que nous resterons mobilisés.

Et sur ce point la Confédération a été présente dans les mobilisations nationales, mais aussi quand nos sections ont eu besoin d'être soutenues, rendues visibles.

Chez Amazon, à Brétigny, chez MONOPRIX ou Décathlon, pour ne citer qu'eux, lorsque le dialogue social se tend et que l'employeur isole une section, le poids confédéral compte.

Une Confédération utile descend dans l'arène pour amplifier la voix des équipes et rappeler aux employeurs que derrière une section, il y a toute la CFDT.

Mais soyons lucides. Tout n'est pas réglé pour autant. Le dialogue social de proximité reste très affaibli.

Quant à l'intelligence artificielle et les outils numériques pour nos métiers, ils peuvent aider, mais ils peuvent aussi surveiller, intensifier, déshumaniser le travail ou supprimer des emplois. Là aussi, nous devons agir.

Sur le constat, notre ligne est simple. Oui, la CFDT a besoin de moyens. Oui, la cotisation doit évoluer pour préserver notre indépendance et notre capacité d'agir. Mais nous restons inquiets.

Car la cotisation pour un salarié du commerce, à temps partiel ou proche du Smic, dont la rémunération augmente moins vite que ses charges, ce n'est pas une abstraction comptable. C'est un effort militant. C'est un acte de confiance. Cette confiance nous oblige à la transparence, à la sobriété, et à faire revenir les moyens au terrain.

Enfin, l'extrême droite prospère là où les salariés pensent que plus personne ne les écoute. Nous la combattons aussi par les salaires, la protection des précaires, et le pouvoir d'agir redonné aux travailleurs.

